

Le RMDDS : s'oppose à l'ouverture du capital des pharmacies

Compte Test - 2026-02-28 09:33:19 - Vu sur pharmacie.ma

Le Réseau marocain pour la défense du droit à la santé et à la vie (RMDDS) a exprimé une vive opposition aux recommandations du Conseil de la concurrence concernant la réforme du circuit de distribution pharmaceutique. Dans une lettre adressée au chef du gouvernement et au ministre de la Santé, l'ONG dénonce une approche qu'elle juge «purement mercantile», accusée d'ignorer la dimension vitale et sociale du médicament. Selon le réseau, ces orientations menacent la souveraineté pharmaceutique nationale et risquent de transformer l'officine, traditionnellement centrée sur le soin, en simple entité commerciale guidée par la recherche de profit. Le RMDDS alerte également sur les conséquences d'une éventuelle libéralisation de la distribution via les plateformes numériques ou la grande distribution. Une telle évolution entraînerait, selon lui, un affaiblissement des mécanismes de contrôle professionnel, favorisant l'automédication anarchique, les risques d'intoxication et la circulation de médicaments contrefaits. Au-delà de l'aspect sanitaire, l'ONG souligne des impacts sociaux et territoriaux importants, avec la possible disparition des officines de proximité et l'émergence de «déserts pharmaceutiques» dans les zones rurales et les quartiers défavorisés. L'organisation craint aussi une influence accrue des logiques industrielles sur les prescriptions, orientées vers les produits les plus rentables plutôt que les plus adaptés aux patients. Associée à une libéralisation des prix, cette évolution pourrait alourdir les dépenses de santé des ménages et accentuer les inégalités d'accès aux soins. Enfin, le RMDDS critique le diagnostic économique du Conseil de la concurrence, estimant qu'il se focalise à tort sur les marges des pharmaciens tout en négligeant les véritables facteurs de cherté des médicaments, dont les prix peuvent être plusieurs fois supérieurs à ceux pratiqués dans les pays de production. Le réseau appelle ainsi à une réforme «radicale et équitable», demandant le retrait des propositions visant à privatiser le capital des pharmacies ou à libéraliser les prix d'une manière susceptible de compromettre le droit à la santé.